

Fissures N° 004

Août 2005

**LA MISE EN PLACE DE LA PETITE TERRITORIALE EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :
QUEL IMPACT POUR LE NORD KIVU ?**

Rapport de l'atelier co - organisé à Goma par :

POLE INSTITUTE

Institut interculturel dans la Région des Grands Lacs

et **CREDAP**

Comité de réflexion pour le développement agro-pastoral

le 23 juillet 2005

Goma – Août 2005

I. CONTEXTE

Le 9 juillet 2005, le Président de la République a signé le décret de la mise en place des animateurs de la petite territoriale, en commençant par les maires des villes et les bourgmestres des communes urbaines. La province du Nord Kivu compte 3 agglomérations ayant le statut de ville (Beni, Butembo et Goma). Ces trois villes comptent au total 9 communes. Avec la nouvelle mise en place, qui s'est faite dans l'esprit de Sun City de partage vertical du pouvoir entre les composantes et les entités, l'on a constaté que toutes les trois villes ainsi que 8 communes sur les 9 avaient été attribuées à des ressortissants de la communauté nande qui, il est vrai, provenaient des sensibilités politiques différentes. Cet équilibrage politique a généré donc un déséquilibre au niveau intercommunautaire dans la gestion du pouvoir local. Avant cette mise en place, l'espace sous contrôle du RCD-Goma était presque entièrement sous contrôle des Banyarwanda (Hutu et Tutsi), situation que Pole Institute avait décriée en son temps à travers ses publications (**Regards croisés n°8** : «TEGERA A, Nord Kivu, la guerre dans la guerre ? » et **Regards croisés n° 14** : «Id., Réflexions autour du concept de légitimité et des pratiques passées et actuelles : la difficile marche vers l'apprentissage d'une culture citoyenne »). Le danger de vivre une spirale de frustrations est donc réel, et cette nouvelle donne politique ne pouvait pas laisser Pole Institute, et son partenaire le CREDAP, indifférents. Après en avoir discuté dans une séance de réflexion de routine, les deux institutions ont opté pour l'élargissement du débat vers d'autres partenaires, en vue de croiser les vues et les analyses.

La tâche, nous nous en doutions, n'était pas facile. En effet, une certaine culture du silence s'est installée dans la province, au point qu'on n'ose exprimer ni ses frustrations, ni ses attentes, surtout par rapport à la chose politique. Le silence devient encore plus lourd lorsque les instructions proviennent de très haut.

Pole Institute et le CREDAP, en initiant cet atelier, ont voulu ouvrir une série d'activités autour de l'émergence de l'esprit citoyen et de l'appropriation de la gouvernance locale par les populations concernées. Nous espérons que d'autres énergies se joindront aux nôtres pour que nous refondions notre province et notre pays sur des bases saines.

II. ABSTRACT DE LA JOURNEE

Pole Institute, en association avec le CREDAP (Comité de réflexion pour le développement agro-pastoral), organise cet atelier pour procéder à l'analyse du contexte et des enjeux de l'heure en vue d'anticiper, autant que faire se peut, les retombées néfastes des agissements politiques sur les populations civiles. La spécificité de la rencontre de ce samedi 23 juillet tient donc plus à son contenu, lié à l'actualité politique de l'heure et ses implications locales, qu'à son caractère dans la mesure où elle s'inscrit en droite ligne des activités de notre Institut. En effet, en marge des rencontres sous-régionales et inter-africaines auxquelles certains d'entre vous ont été conviés (processus de Bujumbura et de Mombassa) pour l'analyse du contexte sous-régional et africain en vue de synergisation éventuelle des lobbys en faveur des populations victimes des conflits cycliques, Pole Institute, seul ou en partenariat avec d'autres structures, organise des rencontres locales ou nationales. C'est dans ce cadre que du 10 au 11 juin 2005, nous avons organisé à Kinshasa, en partenariat avec le CEFORMAD (Centre de Formation en Management et en

Développement, basé à Kinshasa), un atelier autour du thème « **Gouvernance locale et transition : peurs et espoirs piégés ?** »

L'objectif de cette ouverture vers l'ouest était pour nous très clair : d'une part, Pole Institute voulait profiter de cet espace pour réfléchir avec des partenaires de l'ouest du pays autour des enjeux politiques de l'heure et des moyens de plaidoirie pour que les populations ne continuent pas être les victimes d'une transition qui n'a aujourd'hui que trop duré, et que demain ces mêmes populations ne soient pas immolées à l'autel des intérêts partisans dans le contexte des élections bâclées. D'autre part, Pole Institute voulait créer un réseau ouest-est de la RD Congo pour échanges permanents d'informations autour des évolutions du contexte pour un monitoring fiable. Cela permettrait aux uns et aux autres de disposer des informations en temps réel et éviter que les sources manipulatrices continuent à prendre les populations en otage.

Cet atelier de deux jours faisait suite à celui de Mombassa, co-organisé avec ICG (International Crisis Group, sous-bureau de Nairobi) en décembre 2004, dont les résultats sont capitalisés dans notre dernier numéro de Regards Croisés (n° 14) intitulé « **Reconstruction et refondation des Etats en Afrique : la gouvernance au cœur des tempêtes** » dont une copie vous est offerte dans le cadre de la présente rencontre.

La problématique de la gouvernance constitue donc pour nous une thématique importante tant au niveau local qu'au niveau national et international, étant entendu que les différents niveaux sont interdépendants et influencent la vie quotidienne des populations civiles.

Le choix du thème de ce jour est dicté par une série d'observations depuis la mise en place de la transition actuelle en RD Congo, transition héritée de Sun City en juin 2003. En effet, depuis 2003, les ex-mouvements rebelles et autres acteurs de la guerre congolaise se sont mués en composantes et entités, devenues à leur tour la voie obligée d'accès au pouvoir politique et économique. Or, ces composantes et entités politiquement correctes cachent mal leur véritable nature d'associations des personnes sur fond d'appartenance géographique ou ethnique. Or les populations à la base, elles, ne sont pas dupes, même si, souvent, elles ne s'expriment pas tout haut. A chaque mise en place importante dans la territoriale notamment, tout observateur averti peut capter les murmures des gouvernés (qu'on n'associe d'aucune manière à la désignation de ceux qui sont censés les gérer !).

Lors de la mise en place de la « grande territoriale », par exemple, l'on a senti un malaise rampant au sein des populations de Goma, qui se plaignaient de la gestion politique et militaire de la province par un gouverneur et un commandant de la région militaire, tous deux issus de la même composante (RCD). Le remplacement du général Obed par son collègue Gabriel Amissi, pourtant issu de la même composante RCD, a été reçu avec satisfaction par les populations qui y ont vu un rééquilibrage, ou mieux un affaiblissement du monopole des Banyarwanda au pouvoir au Nord Kivu, même si (ou parce que ?) le général Amissi est non-originaire de la province. Le vrai problème était donc plus ethnique que purement politique.

Au Sud Kivu, au nom du partage entre entités et composantes, le gouvernorat a échoué à l'Opposition politique, les deux vice-gouverneurs devant provenir respectivement de la Société civile et du RCD-Goma. L'application automatique de ce partage, sans tenir compte des sensibilités communautaires locales, a provoqué le mécontentement de la majorité Bashi qui s'est retrouvée « hors jeu », après

plusieurs années de monopole à la tête de l'exécutif provincial. En effet, l'Opposition politique a nommé Augustin Bulayimu et la Société civile Didace Kaningini, tous deux de la communauté lega, alors que le RCD a placé un munyamulenge, Thomas Nziratimana.

La récente mise en place des maires et bourgmestres dans les villes du pays a été en général bien accueillie par des populations qui y ont vu un autre signal de la réunification politique du pays. En effet, tous sont nommés par un arrêté présidentiel. Mais tous sont aussi le résultat du partage vertical entre composantes et entités de Sun City, partage qui, appliqué mécaniquement, doit générer des frustrations ou remplacer des frustrations par d'autres. Grâce au subtil maquillage de l'ethnico-régional par le politique douze des treize nominés pour la province du Nord Kivu (trois maires et neuf bourgmestres) proviennent d'une seule communauté (sur neuf).

Nous espérons que la nouvelle donne politique sera gérée de façon responsable à travers la province du Nord Kivu et qu'elle ne contribuera pas à creuser davantage des fractures ethniques déjà assez profondes.

L'objectif principal de cet atelier s'inscrit plus dans la prospective que dans la rétrospective. Il ne s'agit pas de remettre en cause des actes politiques qui répondent à des logiques souvent incompréhensibles pour les populations civiles. Il ne s'agit pas non plus de définir des recommandations générales qui, de notoriété publique, ne demeurent que lettre morte. Il s'agit d'imaginer des voies concrètes pour que la dynamique ethnique actuelle héritée de Sun City ne se perpétue pas après la transition. Le défi qui se pose devant nous, à l'approche des élections, s'énonce clairement : « **Comment éviter la légitimation de l'ethnisation du politique ?** »

Nous attendons de chacun d'entre vous une participation constructive à ces réflexions.

Pole Institute

82-06 avenue de la Corniche/ Goma
RDC

III. MOT D'INTRODUCTION DU MANAGER DE POLE INSTITUTE

Le Manager de Pole Institute a ouvert l'atelier en plaçant la problématique de la gouvernance locale dans le travail de cet Institut. Il a précisé que ce n'est pas seulement du fait que la mise en place de la petite territoriale est d'actualité que Pole réfléchit à ce thème, au niveau tant national, régional qu'interafricain. Il a rappelé à ce sujet les processus de Bujumbura et de Mombassa, atelier de Kinshasa (juin 05) auxquels quelques participants à cet atelier ont pris part.

Il a ensuite circonscrit les questionnements auxquels il souhaiterait voir l'atelier apporter un début de réponse, par rapport à la gouvernance future, étant donné que l'atelier n'avait pas comme objectif de revoir les mises en place déjà promulguées.

- Que faire pour que l'application mécanique de la logique des concepts « composantes et entités » dans le partage du pouvoir ne contribue à générer des frustrations identitaires et géographiques ?
- Comment éviter que l'ethnisation du politique ne soit légitimée par les urnes dans la reconstruction de notre pays ?

- Quelles voies de sortie pouvons-nous inventer pour nous sortir de cette ethnisation du politique ?

IV. EXPOSE / TEXTE D'ORIENTATION

« LA MISE EN PLACE DE LA TERRITORIALE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : QUEL IMPACT POUR LE NORD-KIVU ? »

1. Introduction

Avant nos discussions en carrefours et nos échanges en plénière, nous vous proposons de revoir l'évolution de la situation politique dans notre pays depuis la rébellion déclenchée le 02 Août 1998 à l'Est de la RD Congo, une guerre dont les animateurs politiques de base ont été fragilisés à la longue par des divisions linguistiques et géographiques. Cette évolution politique marquée par le dialogue inter congolais et sanctionnée par l'Accord global et inclusif de Sun City et qui aboutit aujourd'hui à la mise en place de la petite territoriale qui est censée nous conduire vers des élections libres, démocratiques et transparentes. Mais, la fameuse logique des entités et composantes, caractéristique de la transition congolaise, permettra-t-elle aux Congolaises et aux Congolais d'aller à ces élections, c'est-à-dire de se choisir librement leurs dirigeants ?

2. De la rébellion au partage à Sun city.

Pour amorcer ce chapitre, référons – nous aux propos de Modeste MUTINGA dans son livre "Chronique d'une paix négociée en RDC, un devoir de mémoire (1998 – 2003)". Nous citons : « Si l'histoire du Congo n'est pas écrite par les congolais eux – mêmes, les générations émergentes ne connaîtront pas exactement les circonstances de temps et de lieux dans lesquelles certains faits se sont récemment déroulés. En l'occurrence la longue politique en cours », fin de citation !

En effet, actuellement certains Congolais manifestent une culture de l'oubli. Les événements qu'ils vivent passent dans leurs mémoires comme une fumée qui disparaît dans l'air, malgré un adage qui dit que celui qui a beaucoup vu peut avoir beaucoup retenu.

Le 02 Août 1998, deux ans après la guerre de libération ayant mené l'AFDL au pouvoir à Kinshasa, une nouvelle guerre, dite de rectification, est déclenchée à Goma. Une déclaration militaire sera appuyée, une semaine plus tard, par la déclaration politique d'Arthur Z'Ahidi Ngoma. Le nouveau courant politique est constitué des animateurs de l'Est et de l'Ouest du pays, parmi eux un groupe d'anciens Mobutistes tels que Tambwe Mwamba, Endundu, professeur Lunda Bululu, etc. Ernest Wamba dia Wamba dirige la rébellion soutenue par 3 pays alliés : le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Arthur Z'Ahidi Ngoma était le vice – président avec Moïse Nyarugabo, tandis que Vincent de Paul Lunda Bululu coordonnait l'exécutif du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD).

Les 15 et le 16 mai 1999 il y a une première dislocation au sein du RCD. Ernest Wamba dia Wamba et Vincent de Paul Lunda Bululu divergent sur leur philosophie de départ. Wamba dia Wamba prône le dialogue et les négociations avec Kinshasa, alors que Lunda Bululu recherche une victoire militaire sur Kinshasa. Le président Wamba dia Wamba convoque son congrès à Kisangani où le RCD venait de chasser

le MLC de Jean Pierre Bemba et le coordonnateur de l'exécutif, Lunda Bululu, convoque la réunion du Collège des Fondateurs à Goma. Cette décision a des répercussions directes sur l'attitude des parrains de la rébellion. Les rebelles basés à Goma restent sous la coupe des Rwandais, tandis que ceux de Kisangani sont sous celle des Ougandais. C'est le début d'une double fracture, à la fois linguistique et géographique. Un grand nombre d'anciens Mobutistes, en majorité Bangala, quittent le RCD Goma et se replient à Gbadolite pour rejoindre Jean Pierre Bemba.

Un autre groupe dont font partie quelques Banande rejoint Wamba dia Wamba à Kisangani pour créer le RCD Kisangani, Parmi ces Banande il y avait Mbusa Nyamwisi et Kambale Vahekwa. Le RCD a désormais deux ailes, le RCD Goma présidé par le Dr Emile Ilunga Kalambo et le RCD Kisangani patronné par Ernest Wamba dia Wamba. Plus tard, une autre aile du RCD va s'installer à Bafwasende. Elle est dénommée RCD-National et pilotée par Roger Lumbala. Derrière ces organisations politiques il y avait déjà des manipulations ethniques. A Goma, c'est la formation de 80% de militaires originaires des familles Banyarwanda, les autres ethnies de la province sont allergiques à l'enrôlement de leurs enfants dans l'armée. A Kisangani, c'est l'armée ougandaise qui manipule le groupe des Banande pour écarter Wamba dia Wamba, qui n'est pas de l'Est du pays, mais plutôt mukongo de l'ouest et homme de la Tanzanie. C'est le début d'une querelle interne pour le contrôle de Kisangani. Le samedi 22 mai 1999 il y aura accrochage entre les militaires Rwandais et Ougandais à Kisangani. Les deux parties ont échangé des coups de feu à la suite de l'interdiction par des militaires du RCD, proches de l'aile de Goma, d'une marche que la population voulait organiser pour soutenir Ernest Wamba dia Wamba. Goma attribue ces accrochages aux militaires Ougandais qui ont pris fait et cause pour l'ancienne direction du RCD.

La situation va empirer du 14 au 17 Août 1999. Les Ougandais et les Rwandais se battent à l'arme lourde. Les Rwandais prennent le contrôle de la ville, les Ougandais et le RCD Kisangani installent leur quartier général à Beni. Wamba dia Wamba est diabolisé, il est considéré à Beni comme non originaire, il se replie sur Kampala. Mbusa Nyamwisi transforme le parti qui devient RCD Kisangani, Mouvement de Libération "RCD-K-ML".

Le RCD-K-ML contrôle désormais une partie de la province Orientale dont l'Ituri et une autre partie du Nord – Kivu, à savoir : Beni et Butembo. Mbusa Nyamwisi fait la coalition avec les originaires de l'Ituri parmi lesquels Jean Tibasima et Adèle Lotsove. Il fait également une autre alliance avec le MLC de Jean – Pierre Bemba, mais l'on s'apercevra rapidement que ce dernier s'approprie toutes les ressources financières. Après affrontement des militaires du MIC et ceux du RCDKML, le parti de Jean Pierre Bemba sera chassé de Beni. Le RCD-K-ML continue l'alliance avec l'Administration de l'Ituri. Mbusa sera chassé à son tour par les originaires de cette région : c'est le début de l'UPC de Thomas Lubanga qui avait également été chassé du MLC pour son appartenance à l'Ituri. Au même moment c'est la formation du FNI (Front nationaliste et Intégrationniste) du Chef Kawa, lui aussi parrainé par l'Ouganda. L'Ituri sera déchirée par la suite par des partis à tendance ethnique : l'UPC des Hema, le FNI des Gegere et le PUSIC des Lendu, et, plus tard, le FAPC dirigé par Gérôme Gakwavu. Pendant ce temps, à Goma, le RCD devient majoritairement une affaire des Congolais d'expression kinyarwanda. Ruberwa remplace Adolphe Onusumba à la tête du mouvement rebelle. L'essentiel de l'armée et de l'administration est géré par des gens qui parlent la même langue.

Ce condensé historique de la rébellion au Congo que vous pouvez lire en détail dans le livre de Modeste MUTINGA, intitulé : "Chronique d'une paix négociée en RDC",

démontre comment une rébellion partie de Goma a connu des fractures linguistiques et géographiques, transformées bientôt en fractures ethniques ayant abouti à de véritables replis identitaires avant de se retrouver en février 2002 au Dialogue inter Congolais. C'est à ce moment-là que le RCD-K-ML devient une entité complètement nande.

3. Le maquillage de Sun City

Avec le repli identitaire des groupes rebelles, la situation empire au pays. Le gouvernement de Kinshasa conclue une alliance avec les Mayi – Mayi et les FDLR. Les rebelles ne progressent plus. Le Congo est désormais dépiécé par des rebellions et autres groupes armés.

La communauté internationale se décide enfin à prendre la situation en mains. Les négociations se succèdent à Lusaka, New York, Victoria Falls, Syrte, Maputo et ailleurs. Après d'autres rencontres à Gaborone, Addis-Abeba, Bruxelles, Abuja, et Genève, l'Accord global et inclusif devant gérer la transition en RDC, est finalement signé à Sun City le 17 décembre 2002.

Rappelons ici que cette transition a pour objectifs principaux de :

1. Réunifier, pacifier, reconstruire le pays, restaurer l'intégrité territoriale et rétablir l'autorité de l'état sur l'ensemble du territoire national,
2. Faire la réconciliation nationale,
3. Former une armée nationale, restructurée et transparente et démocratique à tous les niveaux.

La mise en place des animateurs de la transition, et le partage du pouvoir en RD Congo, se sont faits sur base de l'appartenance aux entités et composantes. Le repli identitaire mentionné ci-haut jouit désormais d'une légitimité politique !

L'histoire de notre pays nous apprend que ce n'est pas la première fois que les Congolais se retrouvent autour d'une même table. En effet, le dialogue inter congolais présente des ressemblances avec la Table – Ronde de Bruxelles du 20 janvier 1960 qui avait fixé la date de l'indépendance du Congo au 30 juin. Le résultat de cette Table Ronde n'est pas différent de celui du dialogue entre Congolais. A l'époque, les partis présents à cette table ronde se sont également partagés le pouvoir comme il en a été question des composantes et entités à Sun city. Parmi ces partis politiques il y avait :

1. L'Alliance des Bakongo, "ABAKO" avec comme leaders Kasa – Vubu, Kanza et Diomi basé à Léopoldville, au Bas – Congo et dans la région des Cataractes.
2. Centre de regroupement Africain "CEREA" de Kashamura, Bisukiro et Weregemere qui se trouvait au Nord et au Sud – Kivu.
3. Mouvement National Congolais "MNC" de Patrice Lumumba et Gbenye implanté dans la province orientale, Maniema, Tshuapa, Sankuru, il avait des alliances avec certains partis du Kasai, de Lulua et de Kabinda .
4. Confédération des Association du Katanga, "CONAKAT" avec comme leaders Moïse Tshombe et MUNONGO, ce parti était implanté aux centres urbains du Katanga, Haut Katanga et Lualaba.
5. Mouvement National Congolais aile KALONJI, avec KALONJI comme leader, le parti se trouvait à Luluabourg, au Kabinda et à l'ouest du Kasai.

6. Parti solidaire Africain "PSA" de Gizenga, Kamitatu et Mulele, implanté au Kwilu et dans certains endroits du Kwango.
7. Association des Baluba du Katanga "BALUBAKAT" de Sendwe et Ilunga dans les centres urbains de Katanga, Tanganyika et Haut Lomami.
8. Parti National du Progrès "PNP" de Paul BOLYA qui avait quelques poches dispersées au Nord de l'équateur, de la Province orientale, au Sud du Kivu central et une partie du Kasai.
9. Union MONGO "UNIMO" de Bomboko et Ndjoku implanté à Coquilhatville,
10. Parti de l'unité Nationale: "PUNA" de Bolikango, implanté dans le district de la Mongala.

N.B : Source : MANDJUMBA MWANYIMI –MBOMBA, Chronologie générale de l'histoire du Zaïre (des origines à 1988).

C'est avec ces partis politiques créés sur base régionale, linguistique et/ou ethnique que le Congo de l'époque va sombrer dans la mutinerie de l'armée et la sécession Katangaise. Il a fallu l'intervention de l'ONU au Congo en 1963 pour stopper les événements. C'est encore l'ONU qui revient intervenir 40 ans plus tard pour amener la paix aux Congolais. La nouveauté dans le contexte de Sun City n'aura finalement été que la fameuse formule 1+4. L'implication de la communauté internationale légitime le maquillage des cassures ethniques en entités et composantes politiquement fréquentables.

Le résultat du dialogue inter congolais est affecté par le résultat d'un partage du pouvoir qui aboutit à un recrutement parfois dans une seule tribu. Nous en voulons pour exemple le cas des dirigeants RCD et MLC à la mise en place du gouvernement issu du dialogue inter congolais. Sur 5 femmes titularisées aux ministères, trois étaient des Barega du Kivu : deux de Walikale et une de Maniema. Au niveau provincial, sur la mise en place des gouverneurs, le Sud – Kivu se retrouvera avec un gouverneur titulaire et un vice gouverneur barega et un autre vice munyamulenge. Conséquence : la lecture tribale des événements a fait que les autorités du Sud-Kivu n'ont pas été en mesure de compatir avec leurs administrés massacrés à Gatumba dans la nuit du 13 au 14 août 2004.

Au Nord – Kivu également, après la récente désignation des animateurs de la petite territoriale dans les villes de Butembo, Beni et Goma, les Banande ont maintenant le monopole de la direction des villes de la province et des communes de ces trois villes. L'on se souviendra que depuis l'avènement du RCD, la grande partie des animateurs de la territoriale, provenait des communautés Tutsi et Hutu et la partie qui était sous contrôle du RCD-K-ML était dirigée par des membres de la communauté Nande. Ce monopole des communautés Banyarwanda dans la territoriale au Sud du Nord – Kivu (Goma) servait de cheval de bataille pour les sept autres communautés qui se retrouvaient soudées autour de cette revendication. Aujourd'hui, les Bahunde et les Banyanga par exemple disent qu'ils sont encore une fois marginalisés. Quant à certains ressortissants de la communauté Nande de Goma, ils ne se sentent pas rassurés par cette donne politique qui les place en ligne de mire alors que cette disposition ne provient pas de la base. Les Banande se retrouvent en grand nombre à la tête de ces différentes entités, parce que la plupart des partis politiques actifs dans le gouvernement de transition ont confié les

responsabilités à leurs représentations provinciales à des ressortissants issus des communautés majoritaires au Nord – Kivu à des fins électoralistes.

4. Quelle crainte ?

En analysant profondément cette logique des composantes et entités comme solution politique, il y a lieu de remarquer que ce positionnement identitaire risque d'aboutir justement à un repli identitaire légitimé. Comment cela ?

Les nouvelles autorités territoriales ont pour mission de préparer les élections en faveur de leurs organisations politiques. Les composantes et entités, comme nous l'avons dit tantôt, se sont partagées le pouvoir sur base d'un défaut de fabrication.

Si l'on ne fait pas attention la dynamique des élections que tout le monde prône aujourd'hui peut plonger dans un repli identitaire légitimé par les urnes.

Il y a un sage Nande qui a fait une analyse après la nomination des maires et des bourgmestres des villes de Beni, Butembo et Goma, il a dit ceci : " Les nominations qui sont sorties, ce sont des nominations qui intéressent toutes les communautés. Même si par exemple les Bahunde, les Bakano, les Bakumu, les Batembo, les Banyanga ne se retrouvent pas physiquement, politiquement ils sont quelque part ... Ce qui est important pour l'avenir, c'est de se rappeler que les territoires sont les circonscriptions électorales. Or, le nombre d'élus par territoire dépendra de la démographie de chacune de ces entités. »

Et c'est là que réside le danger. Les territoires les plus peuplés sont bien placés pour remporter la majorité des sièges de députés du Nord – Kivu. Ainsi, si on prenait un député pour cent mille habitants, la répartition se ferait de la manière suivante par territoire :

| | | | |
|------------|-------------|-----------|--------------|
| Beni | : ± 827.949 | habitants | = 8 députés |
| Lubero | : ± 981.710 | habitants | = 10 députés |
| Rutshuru | : ± 471.712 | habitants | = 5 députés |
| Walikale | : ± 476.650 | habitants | = 5 députés |
| Masisi | : ± 419.379 | habitants | = 4 députés |
| Nyiragongo | : ± 24.061 | habitants | = 0 députés |

Source : Division provinciale du Plan(Nord Kivu), 2001.

5. Conclusion :

Nous avons tous l'obligation de sauvegarder l'harmonie au sein et entre nos communautés respectives et éviter les pièges ethniques qui peuvent troubler la cohabitation pacifique dans notre pays en général et dans notre province, en particulier. Mais, comment y parvenir en cette période pré électorale où les sensibilités communautaires sont, ou risquent d'être, exacerbées par des composantes et entités ethnisées dès leur conception ? Le Nord-Kivu dispose-t-il encore des ressources nécessaires pour transcender les replis identitaires en vue de reconstruire un espace convivial où les intérêts (politiques et autres) des uns et des autres seraient préservés ? L'atelier de ce jour serait pour moi une réussite s'il permettait d'apporter des réponses, même partielles, à ce questionnement.

Je vous remercie.

(Primo Pascal RUDAHIGWA, journaliste)

V. DEBAT

Après cet exposé, un riche débat s'est installé, dont nous retenons les traits saillants ci-après :

- Le sujet devait venir plus tôt, la mise en place de la territoriale ne commence pas aujourd'hui ; la supercherie a commencé à Lusaka, lorsque les belligérants (composantes) se sont partagés le pouvoir, avant d'y associer les autres (entités).
- Sur plus de 200 partis politiques inscrits en RDC, seuls 26 fonctionnent au Nord Kivu ; donc les autres fonctionnent dans des territoires spécifiques, des régions, des familles... La solution serait de limiter le nombre des partis, pour n'admettre que des partis nationaux, même les Etats Unis ne comptent que 2 partis politiques ! (Rôle du parlement et du Sénat)
- La surreprésentation géo-ethnique dans le partage du pouvoir n'est pas spécifique au Nord Kivu ; à Kinshasa, par exemple, ceux qu'on appelle les « Baswahili », c'est-à-dire les ressortissants de l'Est sont plus nombreux que les autres groupes géographiques mais cela ne suscite pas les passions, c'est lorsque ce déséquilibre affecte le pouvoir de proximité, la gouvernance locale, que les lectures locales s'installent.
- Cette réflexion ne vient pas trop tard ; mieux vaut tard que jamais ; il n'est jamais tard pour bien faire.
- Le NK a ses spécificités, du fait des relations houleuses ayant caractérisé ses habitants, c'est pourquoi il faudrait tenir compte tant des réalités ethniques que politiques.
- Il nous faut rechercher les causes de cette lecture ethnique de la politique au Congo. La cause principale est le manque de culture politique : les gens se greffent plus à des personnes, à des idoles ethniques, qu'à des projets de société. D'où la nécessité d'une éducation politique (c'est quoi un parti politique ? c'est quoi un projet de société ?) Cette éducation politique devrait être l'œuvre de la société civile, des organisations, des hommes politiques...
- Aussi longtemps que le parti politique demeurera le seul mode d'accès au pouvoir, le problème de l'ethnisation ou de la régionalisation du pouvoir se posera. Quel autre mode d'accès inventer ?
- Il faut dépasser les limites tribales et ethniques et ne voir que les intérêts de la province, au besoin, procéder à la rotation ethnique en tenant compte des compétences.
- La cause de ces frustrations politiques au niveau local, c'est la fameuse territoriale des originaires qui met en compétition les communautés pour le contrôle du leadership.
- Arrêter la spirale des frustrations.
- Revenir à la territoriale des citoyens compétents.
- La mobilisation politique sur base des appartenances ethniques est une logique dont nous ne sommes pas prêts de sortir. Mais l'Etat devrait légiférer pour écarter les partis territoriaux, ethniques, etc.
- Tous les problèmes que nous rencontrons sont dus à la mauvaise gouvernance ; qu'importe la personne placée à tel ou tel autre poste si ses actes sont positifs et rejaillissent sur tout le monde ? S'il construit des routes partout, ce sera au bénéfice de tout le monde et non de celui de sa tribu.
- Nous subissons ce qui nous est imposé parce que nous n'avons pas réagi à temps.

- La nouvelle mise en place dans la territoriale, loin de renforcer les acquis de la pacification, risque d'élargir les fissures.
- Comment faire entendre les voix des populations pour que les problèmes des intellectuels cessent d'être présentés comme ceux des populations ?

VI. TRAVAUX EN CARREFOURS

Après cet échange, les participants se sont retrouvés en carrefours pour approfondir la réflexion autour des trois questions centrales suivantes :

1. Quel est le **profil d'Homme d'Etat** idéal pour le Nord Kivu ?
2. Quel **projet de société** pour le Nord Kivu ?
3. Quel serait le meilleur **mode de partage du pouvoir** au Nord Kivu ?

Les participants étaient invités à se placer dans une dynamique prospective, en vue de contribuer à l'édification future de la gouvernance locale au Nord Kivu.

Les groupes ont donné les résultats suivants :

Groupe 1

1. Profil d'un Homme d'Etat

- Etre de nationalité congolaise
- Originaire du Nord Kivu
- Connaissant les réalités du Nord Kivu
- Etre connu des habitants du Nord Kivu
- Avoir vécu et avoir ses intérêts au Nord Kivu
- Rassembleur et unificateur, accessible à tous, se souciant de tous
- Bonne réputation et moralité
- Casier judiciaire vierge
- Intègre et honnête
- Homme d'initiative et d'action
- Défenseur des intérêts de la province du nord Kivu

2. Projet de société

- Sécurité des personnes et de leurs biens
- Restauration de la justice
- Ouverture et réhabilitation des voies de communication (routes de desserte agricole, téléphones, radios communautaires)
- Réhabilitation des infrastructures sociales (écoles, hôpitaux, prisons, bureaux administratifs,...)
- Electrification de toute la province
- Meilleur encadrement administratif (entités et personnel)

3. Mode de gestion du pouvoir

- Méritocratie
- Alternance vis-à-vis des différentes sensibilités
- Promotion
- Mandat
- Gestion de la justice
- Bonne gouvernance
- Concertation politique entre communautés

Groupe 2

1. Profil d'un Homme d'Etat au Nord Kivu

- Avoir une vision globale dans la gestion des affaires
- Homme intègre et honnête, non conflictuel
- Qualités morales et intellectuelles
- Compétent
- N'a pas d'antécédents politiques
- Pacificateur, rassembleur, réconciliateur
- Expérience dans la gestion de la chose publique et des ressources humaines
- Un citoyen qui maîtrise mieux les réalités du Nord Kivu
- Avoir la volonté de développer son entité
- Etre nationaliste, patriote

2. Projet de société pour le Nord Kivu

Domaine politique

- Doter la province d'hommes d'Etat
- Développer la culture politique de la population

Domaine économique

- Désenclaver la province (routes, communication)
- Soutenir la création de petites entreprises agricoles et non agricoles (artisanat, etc.)
- Mettre sur pied un programme de développement de l'agriculture et de l'élevage
- Motivation des investisseurs étrangers pour qu'ils s'installent au Nord Kivu
- Relancer le mouvement associatif (domaine économique et social)

Domaine social

- Réhabilitation des infrastructures socio-sanitaires
- Payer le salaire des agents de l'Etat
- Plaider pour une revalorisation dudit salaire

Domaine sécuritaire et diplomatique

- Politique de bon voisinage
- Réaliser la sécurité des personnes et de leurs biens

3. Mode de partage du pouvoir

Election au scrutin proportionnel tenant compte des réalités ethniques du Nord Kivu

Groupe 3

1. Le profil d'un Homme d'Etat :

- Rassembleur (pas sectaire)
- Compétent
- Quelqu'un qui écoute (la base et ses proches)
- Travailleur
- Intègre et honnête
- Qui place les intérêts de la province avant les siens propres et ceux de sa communauté ethnique

- Avoir la force de caractère pour punir les fautifs même s'ils lui sont proches
- Sage
- Plus homme de terrain que homme de bureau

2. Projet de société :

- restauration et maintien de la sécurité physique des personnes et de leurs biens
- réhabilitation et construction des routes
- moyens de télécommunication (téléphone, radio, etc...)
- électrification de la province et promotion des autres sources d'énergie (solaire, gaz méthane...)
- redynamiser et moderniser les activités agro-pastorales et de pêche
- infrastructures sociales (accès à l'eau potable, à l'éducation, aux soins...) pour la majorité
- amélioration de l'habitat et urbanisation selon les normes

3. Mode de partage du pouvoir :

- Pour les postes éligibles : élections libres, démocratiques et transparentes
- Pour les nominations : tenir compte du mérite individuel et de la représentativité des différentes sensibilités (ethnies, genre...)

Groupe 4

1. Profil d'un Homme d'Etat pour le Nord-Kivu :

- Rassembleur
- Homme intègre
- Patriote
- Homme modéré
- Homme honnête
- Homme transparent
- Homme d'une bonne moralité
- Homme non conflictuel

2. Projet de société pour le Nord-Kivu :

C'est un projet qui doit être basé sur le bien-être social de toute la population, un projet capable de promouvoir la tolérance et la cohabitation pacifique entre les communautés ethniques. Donc intégré et endogène

3. Mode de partage du pouvoir au Nord-Kivu :

- Pour le mode par élection, on doit tenir compte de l'excellence, de la compétence et de la capacité du candidat
- En cas de mode de désignation, on doit tenir compte de l'excellence, de la compétence, de la capacité et de la représentativité de chaque couche sociale.

Groupe 5

1. Profil d'un homme d'Etat :

Un homme politique, c'est celui qui pense aux échéances électorales, tandis que l'homme d'état, c'est celui qui pense au monument : qu'est-ce que je dois laisser à la population ! Il pense au bien-être et reste en mémoire de la population à cause de ses œuvres.

Ses qualités :

- sens de l'initiative et de la créativité
- intégrité et moralité
- savoir communiquer
- transcender les différences : raciales, ethniques, territoriales, religieuses
- sens d'altruisme
- homme instruit
- homme d'expérience
- responsabilité (savoir conduire les hommes)
- études universitaires pour le poste de gouverneur à élire
- études secondaires pour les maires et bourgmestres à élire

2. Projet de société :

- Domaine politique :
 - Prôner la cohabitation pacifique
 - Relations de bon voisinage avec les provinces et pays voisins
 - Sécurisation des personnes et de leurs biens
 - Sécurisation des frontières
 - Eviter la discrimination sous toutes ses formes
- Domaine économique :
 - Réhabilitation des infrastructures routières, scolaires, sanitaires,...
 - Relancer le secteur agro-pastoral pour assurer la sécurité alimentaire et dégager le surplus à exporter comme source de revenus
 - Protection de l'environnement
 - Relance du tourisme
- Domaine socio-culturel :
 - Amélioration des conditions de vie de la population
 - Accès aux soins de santé et à la scolarisation
 - Promotion de la culture de la paix (par le ballet, les séminaires...)

3. Mode de partage du pouvoir :

- Accession au pouvoir par la voie des urnes. Les partis politiques du Nord-Kivu doivent afficher une représentation ethnique dans leur composition.
- Partage qui tient compte des sensibilités ethniques et territoriales

Commentaire :

A l'issue des exposés des travaux réalisés en carrefours, il se dégage les perceptions et projections suivantes:

| Thème | Traits retenus par la majorité des participants | Traits signalés par un groupe seulement |
|-----------------------------------|--|--|
| Profil de l'homme d'Etat | <ul style="list-style-type: none"> - Homme intègre et honnête aux qualités morales et intellectuelles reconnues. - Homme rassembleur, modéré, non conflictuel et sachant transcender les différences. - Travailleur expérimenté, compétent, responsable, et connaissant les réalités de la province | <ul style="list-style-type: none"> - Volonté de punir tout fautif (y compris ses proches) - Aptitude à communiquer - Casier judiciaire vierge - Vivre et être connu au Nord-Kivu - Etre originaire de la province et de nationalité congolaise |
| Projet de société | <p><u>Domaine politique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécurité des personnes et de leurs biens <p><u>Domaine économique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des voies et moyens de communication (route, téléphone, radio...) - Electrification de la province - Relance du secteur agro-pastoral <p><u>Domaine socio-culturel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Création et réhabilitation des infrastructures socio-sanitaires (écoles, hôpitaux, bureaux...) | <ul style="list-style-type: none"> - Projet (de société) intégré et endogène - Restauration de la justice - Meilleur encadrement administratif - Promotion des autres sources d'énergie (solaire, gaz,...) - Développer la culture politique et de la paix de la population - Cohabitation pacifique dans et hors la province - Protection de l'environnement - Relance du tourisme et du mouvement associatif - Motivation des investisseurs étrangers |
| Mode de partage du pouvoir | <p>Elections libres, démocratiques et transparentes dans le cadre d'un système qui tient compte des sensibilités ethniques et territoriales</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Représentation ethnique dans la composition des partis politiques - Méritocratie - Alternance par rapport aux sensibilités - Concertations politiques entre communautés/ représentativité des couches sociales |

VII. CONCLUSION GENERALE

Nous sommes heureux que les participants à cet atelier se soient exprimés avec franchise par rapport aux différents enjeux provinciaux de l'heure. Et surtout de la capacité dont chacun a pu faire montre en dépassionnant un débat dont l'objectif n'était ni de remettre en cause l'acte politique ayant amené des personnes au pouvoir ni encore moins de défendre certains intérêts partisans. En plaçant le débat au niveau de la province, et non des personnes, dans une perspective résolument prospective, l'atelier se voulait de prévenir et de préparer la gouvernance provinciale à venir, celle qui proviendra des élections. A travers les différentes réflexions en plénière tout comme dans les carrefours, il se dégage que les participants veulent à tout prix exorciser les démons du passé. Ainsi, après des années de gestion divisionniste et kleptomane de la province, les participants veulent des Hommes d'Etat, intègres et honnêtes, rassembleurs et compétents. Et face à l'insécurité devenue chronique dans la province, ils placent la sécurité des hommes et de leurs biens au premier plan de tout projet de société, juste avant la réhabilitation et la reconstruction des voies de communication permettant des échanges faciles et des « brassages » entre les différents milieux et différentes populations de la province. Le débat a été plus âpre quant à la gestion du pouvoir, la question essentielle étant d'imaginer un mécanisme qui, tout en étant démocratique, ne priverait pas certaines sensibilités ou certains coins de l'accès à ce pouvoir. L'idéal, pour certains, serait de corriger la loi du nombre par une dose de représentativité. D'autres proposent que les sensibilités qui ne peuvent gagner des postes par les urnes soient intégrées aux postes non éligibles. Sans que ni les uns ni les autres ne trouvent concrètement des propositions à soumettre. Cet atelier d'un jour ne pouvait pas trouver des réponses à une problématique aussi complexe que celle-ci. Mais il a le mérite d'avoir délié les langues et d'avoir lancé le débat, que nous devons poursuivre ensemble. La gouvernance locale, la gestion de la province du Nord Kivu, ne sont l'apanage de personne. Chacun a le devoir d'y apporter sa contribution, modeste soit-elle.

Liste des participants

| N° | Nom et Postnom : | Organisation : | Contact : |
|----|-----------------------|-----------------------------|--|
| 01 | TEGERA Aloys | Pole Institute | 08513531 98605762 |
| 02 | Dr KATSOMYA Adrien | CREDAP | 0813136058 |
| 03 | Dr HANGY Lughuma | CREDAP | 0813136298 |
| 04 | Rév. MAUKA M. Bulalo | ECC / NK | 98668680 |
| 05 | RUTINIGIRWA Léopold | Pole Institute | 98677192 08521914 |
| 06 | MAMBOLEO Florentin | CREDAP | 0817374292 |
| 07 | HAMULI Sadiki Oscar | Commune Karisimbi | 08526433 |
| 08 | BARUKU Matekere J. | Communauté nyanga | 98625980 |
| 09 | SEMUSWA Patient | Barza Intercommunautaire | 97870088 |
| 10 | MAJUNE Batunzi Aloys | Barza Intercommunautaire | 08445687 |
| 11 | MUSHUMBI Kiyana | Communauté bambuti | 97714942 |
| 12 | BAEKAM Kalauka | Jeunesse intercommunautaire | 98688321 |
| 13 | GATO Naweza | CREDAP | 08884059 |
| 14 | UWAMARIYA Pauline | Barza / femmes | 08449832 |
| 15 | NDAHIRO Justin | Pdt communauté tutsi | 08791796 |
| 16 | MBUSA Luvundu | Communauté nande | 97728292 |
| 17 | PALATA Kasabanda | Communauté kano | 0810546273 |
| 18 | MWENDO-Wa-Buhatsi | Communauté kumu | 98059535 |
| 19 | KARONDE Téléphone | G7 | 98141879 |
| 20 | DUSABE Charlotte | ISDR / GL | 08627503 |
| 21 | KUBUYA Jules | ULPGL | 0812654985 |
| 22 | NDIMUBANZI Emmanuel | DIVIMINES | 08420467 |
| 23 | NDALIHORANYE Alexis | Communauté hutu | 08431944 |
| 24 | BATUNDI Ndasimwa Léon | ISTA / Goma | 08619858 |
| 25 | HABIMANA Gabriel | Invité | 08304171 |
| 26 | MANGANE Donatien | ASOPAK | 08424471 |
| 27 | SEMATUMBA Onesphore | Pole Institute | 08422773 97721068 |
| 28 | HAMULI-BIRALI Prosper | Pole Institute | 98674126 08626215 |
| 29 | MUHONGYA Katikati | ISDA - Consulting | 98624731 |
| 30 | NTIRYICHA Charles | Radio OKAPI | 97086707 08536935 |
| 31 | MUTUMWA Jacques | Société Civile | 98623231 |
| 32 | MBOLELA Lupongo | CREDAP | 08435208 |
| 33 | MUTABESHA Michel | RTNC | 08622176 |
| 34 | KAKITSA Sibabindula | Gr. Schèmes mentaux | 97715478 |
| 35 | NDAKIT Kasereka | Sté Savante | 98707175 |
| 36 | MUONGO Bernadette | PAFEVIC | 0813127064 bmuongo@hotmail.com |
| 37 | NZITATIRA Innocent | Jeunesse intercommunautaire | 08618898 |
| 38 | BYANIKIRO Kisuba Axel | Conseiller Sté Civile | axelbyank@yahoo.fr |
| 39 | SEBUYENZI Michigan | Jeunesse intercommunautaire | 98899981 |
| 40 | KATUNGU Odette | Gr. Schèmes mentaux | 08403294 |

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.